

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Dimanche 22 septembre 2019

Faisons-les battre en retraite !

À Paris samedi dernier, le gouvernement a sorti l'artillerie lourde : 7500 policiers et gendarmes mobilisés, contrôles de police au moindre rassemblement de 10 personnes, 163 interpellations, etc. Pas de doute, il fallait éviter que la nouvelle journée de mobilisation appelée par les Gilets Jaunes et les marches pour le climat ne fassent le plein. Ce qui n'a pas empêché des milliers manifestants de défiler, à Paris et partout en France.

C'est que Macron est dans une posture délicate. Après avoir fanfaronné pendant l'été qu'il s'apprêtait à lancer une nouvelle attaque avec la réforme des retraites, il semble se rendre compte que la contestation pourrait facilement reprendre sur les braises encore chaudes des Gilets Jaunes.

Le gouvernement déclare désormais vouloir se « concerter avec les partenaires sociaux ». C'est-à-dire, gagner du temps en mettant en scène une discussion bidon alors que les principales mesures ont déjà été annoncées.

Baisser nos pensions

Voilà plus de 25 ans que les gouvernements successifs, de gauche ou de droite, s'en prennent aux retraites avec la même logique : l'obligation de travailler plus pour des pensions moins avantageuses. Pas moins de 6 réformes se sont ainsi succédé, tantôt contre les salariés du privé, tantôt contre celles de la fonction publique, une autre encore contre les « régimes spéciaux ».

Cette fois-ci, Macron se fait fort, sous prétexte d'« équité », d'attaquer tout le monde à la fois. D'abord, par une diminution des pensions, en calculant les retraites non plus sur la base des 25 dernières années ou des 6 derniers mois pour les fonctionnaires, mais sur l'ensemble de la carrière, ce qui aura pour effet immédiat de baisser les revenus, pourtant déjà maigres, de beaucoup de personnes âgées.

Pour nous faire exploiter plus longtemps ?

Ensuite, en nous faisant travailler plus longtemps avec un « âge pivot » fixé à 64 ans, ou en augmentant encore la durée de cotisation. Une disposition qui ignore le fait que dans de nombreux métiers, le corps est trop cassé après 60 ou 65 ans pour continuer, et

que partout les patrons rechignent à embaucher des seniors. De la sorte, très peu pourront obtenir des pensions à taux plein. Comble du cynisme, le gouvernement anticipe la montée de la pauvreté chez les retraités et prévoit donc qu'il sera possible de cumuler retraite et activité. Et on devrait dire merci de pouvoir trimer jusqu'à 80 ans pour finir nos fins de mois ?

Spéculer sur notre dos !

Pourquoi une telle réforme ? Les caisses de l'assurance vieillesse ne sont pourtant pas déficitaires, comme le reconnaît lui-même J.P. Delevoye. En fait, le véritable but du gouvernement n'est pas de sauver le régime des retraites. Il y aurait des solutions bien plus efficaces pour ça : embaucher massivement les chômeurs, augmenter tous les salaires de 300 euros comme le réclament les urgentistes depuis des mois, prendre sur les profits, etc.

La réforme ne vise qu'à transformer le régime général des retraites en un système au rabais, pour que se développent à côté des retraites complémentaires individualisées aux mains des assurances privées, une nouvelle manne de profits pour les spéculateurs.

Tous dans la rue le mardi 24 septembre !

Il y a dix jours, les salariés de la RATP se sont mis massivement en grève contre cette réforme, suivis la semaine dernière par d'autres professions (avocats, médecins...).

Mardi 24 septembre, la CGT et Solidaires appellent à faire grève et manifester également. Après la réussite du 13 septembre à la RATP, cette deuxième journée de grève doit être un succès pour encourager les salariés à se battre tous ensemble et faire remballer au gouvernement sa sale réforme.

Beaucoup de propagande pour rien

La direction envoie des courriers pour tenter de motiver les salariés à quitter l'entreprise, elle veut les forcer à aller à des réunions EMDP. Des RU lancent des rumeurs, des syndicats béni-oui-oui incitent les ouvriers à partir, lancent des comptes à rebours type « bientôt la fin du monde ! ». Si on les écoute ce n'est pas le chômage qui va nous tomber sur la tête mais le ciel. Bref la direction et ses amis s'agitent mais au final tout ça c'est du vent. Aujourd'hui un emploi fixe devient une denrée rare, alors gardons le nôtre et battons nous à PSA Poissy !

La grande braderie du CDI... tout en promo !

L'opération « on vend du rêve » a fait un bide, les sommes pour partir sont ridicules. Chez Opel, qui appartient pourtant à PSA, les indemnités de départ sont largement supérieures, parfois le double. Mais cet argent, ça va servir à quoi ? Surtout quand on est en restriction médicale, sans qualification, ou avec un âge de plus de 45 ans... c'est quoi notre chance de retrouver du travail en CDI, et avec quel salaire ?

Et surtout, quelle que soit notre situation, pourquoi brader son CDI pour aller courir l'aventure et finir à Pôle Emploi ?

DAEC : partir pour être remplacés par des précaires

La direction a commencé à investir des centaines de milliers d'euros pour adapter l'usine afin de produire sur 3 équipes à 38 véhicules / heure en 2021. Des travaux colossaux sont déjà planifiés en août 2020. Les secteurs des Bacs Batteries s'agrandissent au Ferrage et à la Peinture, la direction espère commercialiser les premières Opel pour fin 2020...

La direction prévoit plein de travail et réfléchit à remettre 3 équipes mais en même temps elle demande aux CDI de partir. Pourquoi ? Pour nous remplacer par des centaines d'intérimaires mal payés et facilement éjectables. Son projet, elle peut se le remballer.

Mouchards à Bac+5

La direction demande à des cadres de se cacher derrière des poteaux pour espionner les ouvriers : repérer qui quitte son poste quelques minutes avant la fin, qui ne marche pas sur les passages piétons, qui ne porte pas son gilet jaune, sa casquette ou ses bouchons... L'objectif n'est pas la sécurité mais de sanctionner les salariés et de mettre la pression.

Faire des années d'étude pour jouer les chiens de garde... ça ne valait peut être pas le coup.

Ça tourne pas rond là-haut

Mercredi la direction a annoncé le samedi 21 travaillé pour l'équipe 12 au B1, en Peinture et au Ferrage. On nous demande de quitter l'entreprise et, en même temps, on nous fait faire encore des samedis travaillés... à quelques jours de l'arrêt de l'équipe de nuit. Ça va pas la tête !

Capitalisme vert, version Carlos Tavares...

Après avoir craché sur la voiture électrique, Tavares PDG de PSA, demande maintenant à l'État de mettre la main à la poche pour payer la transition. Ce mois-ci, dans un rapport de l'Association des constructeurs européens d'automobiles qu'il préside, on lit : « *cette transition est une responsabilité partagée (...) les gouvernements de l'Union Européenne doivent suivre le rythme croissant avec lequel nous lançons ces voitures en augmentant énormément les investissements (...). En outre, ils doivent également mettre en place des incitations à l'achat durable.* »

Faire financer par le contribuable les investissements, licenciements et profits des pollueurs, avec le soutien de syndicats : le voilà leur capitalisme vert.

... La réponse de Macron à Tavares

La semaine dernière, le ministre de l'économie, Bruno Le Maire est venu visiter l'usine de moteurs de PSA Tremery dans l'Est de la France pour faire la promotion de l'électrique.

Il a annoncé un plan de subventions d'un milliard d'euros (notre argent donc) pour financer les patrons qui décident de développer la technologie des batteries pour voitures électriques... À quoi sert un État si ce n'est pas pour engraisser le déjà gros patronat.

PSA Sochaux : retour au 19^e siècle ?

La direction du site de Sochaux a demandé une dérogation au code du travail afin que les ouvriers puissent travailler 12 heures de suite sur les week-ends. Ces heures au-delà des 10 heures légales seront prétendument au volontariat. Mais on connaît la chanson : en cas de refus, la direction mute les récalcitrants en journée et ne renouvelle pas le contrat des intérimaires. Qu'est-ce que PSA ne ferait pas pour augmenter sa rentabilité ?

Le racisme dégouline toujours d'en haut

C'est prétendument au nom des classes populaires que Macron lance l'offensive contre l'immigration et sermonne les « bourgeois de centre-ville qui eux, sont à l'abri ». À l'abri de quoi au fait ? Des fins de mois impossibles et des licenciements c'est évident ! Mais Macron qui blâme les riches, c'est l'hôpital qui se fout de la charité !

Macron protège les riches en montrant du doigt les immigrés. Il fait diversion alors que toute sa politique c'est d'accroître précarité et exploitation, y compris en volant nos retraites. Et il voudrait nous faire croire que ce sont les immigrés et non les riches qui en seraient responsables !

C'est ce que les Le Pen répètent pour défendre leurs amis de patrons. Macron, qui a passé son temps à accuser les gilets jaunes de racisme, est maintenant champion du racisme d'État ! Français, immigrés, mêmes patrons, même Macron, même combat.